

*L'Adresse—M. Fox*

accomplis depuis lors sont très encourageants. Cela est une réalité bien plus importante que la fiction séparatiste.

Contrairement à ce que prétendent les séparatistes, qui à ce sujet font carrément des affirmations fausses, et même plus, manipulent l'histoire pour les simples fins de leur cause, les Canadiens savent maintenant qu'ils peuvent s'adresser à leur gouvernement central dans la langue officielle de leur choix où qu'ils soient au Canada. Ils savent que le gouvernement du Canada appuie de plus en plus l'accès de tous les Canadiens à l'apprentissage et à l'usage de la langue seconde officielle et favorise tous les efforts pour leur permettre de vivre et de se développer dans la langue officielle de leur choix. Les gouvernements des autres provinces ont aussi des responsabilités pour assurer le développement de la collectivité linguistique francophone qui existe au sein de leurs frontières. Après bien des difficultés historiques, dont certaines continuent, ces responsabilités se font reconnaître de plus en plus.

J'aimerais, monsieur le Président, à ce titre, citer simplement un chiffre. Qui par exemple au Québec, sait qu'aujourd'hui, dans la lointaine province de l'Alberta, il y a quand même 75 écoles francophones? Qui, parmi les ténors du séparatisme au Québec pourraient dire à la population du Québec qu'aujourd'hui au Canada, il y a plus de 203,000 enfants de familles anglophones à l'extérieur du Québec, 203,000, monsieur le Président, qui fréquentent des écoles d'immersion française? Et c'est là un exemple du genre de changement qui s'est opéré au cours des années dans le Canada anglais, dans les autres provinces de ce grand pays dont on ne fait presque pas état dans la province de Québec.

Les députés de la Chambre le savent fort bien. Le gouvernement du Canada, quant à lui, favorise nettement l'enseignement dans la langue de la minorité dans chaque province, et cela à travers tout le pays. Des sommes de 160 millions de dollars ont été versées par mon ministère aux provinces pour ces fins au cours de l'année fiscale 1979-1980. Cela, c'est une réalité. Cela, c'est un fait. Pour la seule province de Québec, des sommes de l'ordre de 733 millions de dollars, cela fait 300 millions de dollars en transfert direct, 400 millions de dollars en transfert d'impôt, ont été versées en 1979-1980 en matière d'éducation.

Lequel des ténors séparatistes, monsieur le Président, a eu le courage de reconnaître ces efforts du gouvernement fédéral dans le domaine de l'éducation dans la province de Québec au cours du débat à l'Assemblée nationale? La réponse est évidemment aucun. Mais c'est une réalité, c'est un fait. Quant aux jeunes du Québec, ils ont plus que jamais l'occasion de prendre avantage de nouveaux instruments de travail, de participer à des échanges valables avec d'autres jeunes citoyens de notre pays pour pouvoir bénéficier d'instruments pédagogiques qui leur permettent de mieux maîtriser le français et d'apprendre l'anglais s'ils le veulent. A cet effet, des sommes de 10 millions de dollars, dont 6 millions pour les seuls échanges linguistiques, ont été utilisées au ministère du secrétariat d'État dans le cadre du programme Hospitalité Canada. Cela, monsieur le président, c'est une réalité, c'est un fait vérifiable.

Le gouvernement du Canada aide aussi les nouveaux arrivants au Québec. Il les aide à s'instruire en français. Cela, c'est un programme dont les séparatistes québécois ne parlent tout simplement pas. Ils ne parlent pas des sommes qui ont été consacrées pour permettre une meilleure insertion de ces nou-

veaux citoyens à la vie francophone du Québec et du Canada et de la somme, par exemple, de 11 millions de dollars du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour ces mêmes fins. Mentionnons également les sommes mises à la disposition des jeunes francophones dans des programmes d'emploi, dans des programmes d'animation, dans des programmes d'entraînement, comme celui des Forces armées, et qui permettent aux jeunes Québécois d'avoir accès à une éducation plus complète en français. De cela, monsieur le Président, les séparatistes ne parlent tout simplement pas. Je veux parler aussi de nos programmes de traduction, programmes qui permettent l'avancement des communications dans les deux langues officielles du pays. Nous y investissons chaque année des sommes très considérables. Par exemple, l'année dernière, le bureau des traductions de mon ministère a consacré 50 millions de dollars à ses programmes de traduction en langues officielles. Ce montant comprend une somme de six millions qui a servi aux recherches nécessaires pour promouvoir la qualité du français, pour en assurer la modernisation ainsi que l'utilisation dans tous les nouveaux centres d'activités de notre société, pour développer une banque de terminologie moderne ainsi que pour relier le Canada d'expression française aux banques de terminologie internationale. Il est donc faux de prétendre que le gouvernement central ne fait rien dans l'intérêt de la langue française. La réalité elle, elle est tout autre.

• (1500)

J'invite donc tous les Québécois à un examen honnête et rigoureux, parce que c'est le cas de le dire, monsieur le président, l'examen dans cette matière-là n'a pas connu l'honnêteté et la rigueur intellectuelle qu'on devrait y apporter. Quelles sont-elles ces réalités en cause? Je regarde par exemple la Société Radio-Canada, l'Office national du film, le Conseil des arts et toutes les autres agences culturelles du gouvernement du Canada; ces agences-là, monsieur le Président, n'ont pas attendu l'agitation d'un gouvernement séparatiste à Québec pour assurer le maintien et l'usage de la langue française, pour assurer l'amélioration considérable de la qualité de la langue et de la culture françaises au Québec et à travers tout le Canada.

Le fait français au Canada, que serait-il aujourd'hui, serait-il de la même qualité, de la même envergure, de la même importance sans la Société Radio-Canada, sans l'Office national du film, sans le Conseil des arts, sans les Musées nationaux du Canada, sans les Archives publiques et toutes les autres agences du gouvernement central? Cela encore ce sont des réalités, ce ne sont pas des illusions, ce ne sont pas des racontars, ce sont des faits, des faits authentiques, des faits vérifiables. Aucun honnête citoyen, par exemple, ne peut prétendre que la Société Radio-Canada n'a pas été dans le passé et ne continue pas d'être un catalyseur important des éléments parmi les plus dynamiques du monde de l'information francophone, du monde artistique francophone, un catalyseur qui leur a permis de se faire valoir et de s'épanouir. On pourrait parler ici de la qualité de la langue française, de cette qualité que les annonceurs de la Société Radio-Canada ont véhiculée depuis plusieurs années. De M. Henri Bergeron à M. René Lecavalier, tous les annonceurs ont toujours fait la promotion d'un français de grande qualité et non pas celle de l'anglais, pas la promotion du «joual», mais la promotion du bon français, et cela c'est une réalité.